

L'agriculture doit être prioritairement au service des populations locales

Les besoins de base de toute population, où qu'elle vive sont le toit, la nourriture, la santé. Chaque gouvernement devrait avoir comme tâche première d'assurer une agriculture locale adéquate, une production suffisante pour nourrir en priorité sa population, avant d'exporter à l'autre bout du monde.

Si l'Organisation Mondiale du Commerce, OMC, avait pour but premier le bien des populations, elle aurait tout naturellement exclu l'agriculture de ses grandes négociations pour encourager chaque pays à assumer ses responsabilités face à ses habitants.

Mais l'appât du gain est le plus fort et les échanges commerciaux sont basés en priorité sur le profit maximal et immédiat ... C'est aussi ce qui prévaut dans ces grandes négociations internationales. Les pays émergents ont été encouragés à fournir en grandes quantités des produits agricoles qui puissent être vendus dans les pays industrialisés. L'agriculture est devenue une monnaie d'échange pour fournir des devises aux pays peu industrialisés, qui peuvent ainsi acheter des produits industriels. Les paysans du sud ont perdu leur terre et leur capacité de nourrir leur population locale au détriment des grands propriétaires terriens qui ont produit café, cacao, sucre, soja, palme, céréales et autres. Les prix sont à la merci de la bourse, les terrains s'épuisent, les produits chimiques empoisonnent les sols.

Les paysans des pays occidentaux sont pris à la gorge, leur production n'est plus compétitive avec les produits exportés des pays qui n'arrivent d'ailleurs pas à nourrir correctement leur propre population...

Voulez-vous un exemple récent de ce système : le voyage de notre ministre de l'économie en Amérique du Sud, pour conclure un « accord de libre échange » avec le MERCOSUR. Il propose d'ouvrir notre marché agricole aux produits du Brésil, de l'Argentine, de l'Uruguay, du Paraguay, et autres pays, en difficultés face à la pauvreté de leurs populations. Et pour quel avantage ? Ouvrir ce marché à notre industrie, en abaissant les droits de douane...

Dans ce marché de dupes, les petits agriculteurs du sud perdent leurs terres ; de grands consortium produisent à grande échelle en détruisant l'environnement ; leurs produits sont trop chers pour la population locale ; ils sont exportés chez nous à des prix très bas en comparaison de notre production locale, étouffant ainsi nos paysans suisses !

Quand comprendrons-nous que l'agriculture est un bien de base ? Quand modifierons-nous ces fondamentaux du marché mondial pour nourrir en priorité, et dans le respect de l'environnement, les communautés locales ? Ce changement de paradigme doit se faire si nous voulons assurer une vie durable pour l'avenir des humains sur notre belle planète bleue.

*Josiane Aubert,
Ancienne conseillère nationale,
La Vallée*